

On s'abonne au bureau
des administrations
Wahine, 21, rue AN
P. 1752, au ministère et
à la direction.

MESSAGER

DE TAHITI.

Partie officielle.

Avis officiel.

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE.

Le Commandant Particulier, Commissaire Impérial p. i. aux îles de la Société.

Dans le but de préserver les consommateurs des boissons de mauvaise qualité fabriquées dans le pays et destinées à être délaissées;

Vu l'arrêté du 9 septembre 1856, portant création d'une Commission chargée de s'assurer de la qualité des boissons et des denrées alimentaires;

En vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843:

Le conseil d'administration entend;

ARRÊTÉ.

Art. 1. — A l'avenir toute personne qui désirera exercer la profession de fabricant de boissons, telles que, biacou, bière, cidre, etc., devra avant que l'Administration ne lui délivre sa patente, fournir à la Commission instituée par l'arrêté du 9 septembre 1856, plusieurs bouteilles des produits de sa fabrique.

Une partie sera envoyée à la dite Commission, qui en fera l'analyse et rendra compte des résultats de ce travail au Commissaire Impérial qui seul, jugera s'il y a lieu ou non de lui en délivrer la patente.

La seconde partie, si toutefois la patente est accordée, sera déposée dans les bureaux de la police, pour servir d'échantillons.

Art. 2. — Le Commissaire de Police sera chargé de veiller à la conservation des échantillons déposés par les fabricants; il devra les représenter à la commission toutes les fois que celle-ci aura des comparaisons à établir entre les boissons mises en vente et celles déposées comme échantillons.

Dans le cas où la commission constaterait des différences entre l'échantillon et les boissons destinées à être vendues, elle se conformera aux prescriptions contenues dans l'arrêté du 9 septembre 1856.

Le présent arrêté sera enregistré partout où besoin sera et inséré au journal officiel de la Colonie.

Papeete, le 23 Juillet 1857.

Signé: C^e Pouget.

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE.

Le Commandant Particulier, Commissaire Impérial p. i. aux îles de la Société.

Vu les articles 37 à 44 de l'arrêté local du 17 Janvier 1857 sur les Boissons;

Considérant que l'application rigoureuse du tarif de droits de navigation établis par ces articles aux petits navires caboteurs qui naviguent sous le pavillon étranger des îles de Raiatea, de Huahine, etc., pourrait avoir pour effet de leur imposer des frais trop considérables eu égard à la fréquence de leurs voyages, à leur peu de capacité et à la nature de leur commerce, et, par suite, de leur interdire, en quelque sorte, l'abord du port de Papeete;

Voulant conserver au commerce de Tahiti tout débouché, si petit qu'il soit, sans toutefois déroger aux principes d'une saine administration;

En vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843:

Sur le rapport de l'Ordonnateur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur et de la Douane.

Le conseil d'administration entend;

ARRÊTÉ.

Art. 1. — Les droits de tonnage et d'expédition à percevoir sur les bâtiments étrangers, en conformité de l'arrêté du 47 Janvier 1857, sont exceptionnellement convertis pour les caboteurs portant le pavillon des îles de Raiatea, de Huahine, de Borabora et des autres petites îles sous le vent de Tahiti, en un droit unique et annuel qui est fixé comme ci-après, savoir:

Jusqu'à 40 tonneaux, 30 fr.
De 40 à 20 tonneaux, 45.
De 20 à 30 tonneaux, 60.

Art. 2. — Ce droit unique de navigation sera liquidé et payé chaque année et une fois pour toutes, lors du premier voyage du bâtiment et avant son départ.

Art. 3. — L'Ordonnateur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur et de la Douane, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Papeete, le 18 Juillet 1857.

Signé: C^e Pouget.

Par le Commissaire Impérial p. i.

L'Ordonnateur,

F. fonctions de Directeur de l'Intérieur.

Signé: Robert de Rongereau.

Le Directeur des affaires européennes rappelle aux résidents et habitants de Papeete l'arrêté n^o 23, en date du 6 Novembre 1856, ainsi conçu:

Art. 7.

Il est formellement défendu de jeter des ornières de verre sur la voie publique ou dans les ruisseaux.

Art. 8.

Nul ne pourra laisser séjourner dans les cours, jardins ou dépendances de sa maison, non plus que sur la partie de la voie publique qui l'avise, des ornières pouvant porter atteinte à la salubrité publique.

Art. 9.

Les propriétaires ou locataires de maisons devront, au moins la vendredi de chaque semaine, faire nettoyer la partie de la voie publique le long de laquelle se trouve leur habitation; ils devront, toutes les fois que cela sera nécessaire et au premier aperçus, faire nettoyer les trottoirs de la voie publique qui l'avise, des ornières pouvant porter atteinte à la salubrité publique.

Art. 10.

Il est défendu d'entretenir la voie publique en y laissant, sans nécessité absolue, des matériaux qui empêcheraient ou diminueraient la liberté de passage.

Tous contrevenants aux présentes dispositions seront passibles de l'amende imposée par les arrêtés, et en recidive du double, etc.

Le Directeur des affaires européennes fait observer que l'article 8 entraîne la défense expresse de déposer des ornières sur la voie publique, dans l'arrêt midi.

Avais.

ADJUDICATION PUBLIQUE.

Il sera procédé en séance publique, à Papeete, le 3 Août 1857, à midi, dans le cabinet de l'Ordonnateur, en sa présence et avec le concours de son chef de bureau, à l'adjudication au plus bas prix, sur soumissions cachetées, de la fourniture:

de quatre chevaux pour la Gendarmerie

et de six mules pour le service des transports.

On pourra prendre connaissance des conditions particulières à cette fourniture, au secrétariat de l'Ordonnateur; à la Gendarmerie et au Génie.

NOTICE

PUBLIC ADJUDICATION.

On the third of August 1857, at twelve o'clock at Papeete, will take place publicly at the cabinet of the Ordonnateur, in presence of and with the assistance of whom it may concern, the adjudication to the lowest price, in sealed propositions, the furnishing of

Eight horses for the Gendarmerie

And six mules for the transport service.

The particular conditions of this furnishing can be seen, either at the secretary of the Ordonnateur, at the Gendarmerie, or at the Génie department.

NOUVELLES DIVERSES.

— M. Valz, directeur de l'Observatoire de Marseille, n'adresse aux journaux de cette ville la lettre suivante sur un sujet astronomique à l'ordre du jour:

Monsieur le rédacteur, j'ai été engagé à publier la notice suivante, afin de contribuer à dissiper les erreurs étrangères qui ont été répandues sans aucun fondement dans le public au sujet du prochain retour d'une comète. — Le plus grand bêtise de la science d'un astronome, dit l'empereur, est d'avoir dissipé les craintes produites par les phénomènes célestes, et détruit les erreurs nées de l'ignorance de nos vrais rapports avec la nature, erreurs et craintes qui rentraient promptement si le flambeau des sciences venait à s'éteindre.

La comète attendue est celle de 1556, dit de Charles-Quint, qui effraya, dit-on, tellement ce prince qu'il crut sa mort prochaine; et certes « His ergo indicia me non fatis videntur. » Cette erreur, penique contribue beaucoup au dessein qu'il exécuta peu de mois après, de céder la couronne impériale à son frère Ferdinand, après avoir vaincu la couronne d'Espagne en faveur de son fils Philippe. « Grande événement, ajoute Pinget, produit par une bien petite cause. »

Le cours de cette comète, par rapport au soleil, fut calculé par Bailey, d'après les observations de l'astronomie et mathématiques du roi des Romains. Mais qu'il l'ouvrage qui contenait ces observations est parvenu

Archives PF-Messenger-26/07/1857